

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint Barthélemy-d'Anjou, le 30/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CULTURES FRANCE CHAMPIGNON

Lieu-dit La Tourte
49160 Longué-Jumelles

Références : 2023-316_CULTURES FRANCE CHAMPIGNON LONGUÉ_INSP_RAP
Code AIOT : 0006303238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2023 dans l'établissement CULTURES FRANCE CHAMPIGNON implanté Lieu-dit La Tourte 49160 Longué-Jumelles. L'inspection a été annoncée le 15/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CULTURES FRANCE CHAMPIGNON
- Lieu-dit La Tourte 49160 Longué-Jumelles
- Code AIOT : 0006303238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCA CULTURES FRANCE CHAMPIGNON exploite sur la commune de Longué-Jumelles, au lieu-dit "La Tourte", une unité de fabrication de compost et des salles de cultures de champignons. Les installations sont exploitées sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er mars 2005.

Le site est constitué de deux parties :

- à l'ouest, « La Tourte » (LT), partie la plus ancienne du site : accueillant la centrale de compostage et une partie du centre de cultures ;
- à l'est, « La Grande Pièce » (LGP), accueillant l'extension du centre de cultures, autorisée par l'arrêté du 1er mars 2005.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Arrêté sécheresse départemental	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7	/	Sans objet
3	Autorisation de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.1	/	Sans objet
4	Réalisation/ comblement de forage	Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.3 – dernier alinéa	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Renforcement des prescriptions sécheresse	Code de l'environnement du 13/06/2009, article L. 512-20	/	Sans objet
5	Dispositif de suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.2 – 2 premiers alinéas	/	Sans objet
6	Ratio de consommation	Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.2 – 3e alinéa	/	Sans objet
7	ETE réduction des consommations d'eau/utilisation efficace de la ressource	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2 et 3 + AM du 02/02/1998 art. 2	/	Sans objet
8	Déclaration des prélèvements et volumes rejetés sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant d'identifier les réductions possibles des opérations de nettoyage, tenant compte de la réutilisation d'eau mise en place, et d'établir en conséquence un plan d'actions gradué, avec consignes formalisées à mettre en œuvre en période de restriction.

L'exploitant transmettra par ailleurs les justificatifs suivants :

- impossibilité technique de dépasser les débits maximums horaires fixés pour les prélèvements dans les forages ;
- éléments justifiant que le puits F1 a été comblé dans les règles de l'art.

Des observations sont par ailleurs formulées dans les fiches de constat ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêté sécheresse départemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'arrêté cadre départemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral cadre sécheresse du 16/07/2020 :</p> <p>« Les ICPE soumises au régime de déclaration, celles autorisées ou enregistrées dont les arrêtés ne contiennent pas de disposition spécifique prévoyant les mesures proportionnées à prendre en cas de franchissement des seuils de gestion (vigilance, alerte, alerte renforcée et crise) relèvent des dispositions prévues pour la catégorie 1 « autres usages professionnels ». »</p> <p>Définition des mesures applicables en fonction des niveaux de restrictions - autres usages professionnels :</p> <p>Pour les « usages strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (artisanat, industries, ICPE dont les arrêtés ne contiennent pas de dispositions spécifiques d'économies d'eau en cas de franchissement des seuils) » :</p> <ul style="list-style-type: none">* aux seuils vigilance et alerte : autolimitation* au seuil alerte renforcée : objectif de réduction de 20 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas de disposition)* au seuil de crise : arrêt des prélèvements sur décision du préfet <p>Pour les « usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE) : arrosage des espaces verts, ... » :</p> <ul style="list-style-type: none">* au seuil vigilance : autolimitation* au seuil alerte : interdiction de 8 h à 20 h* aux seuils alerte renforcée et crise : interdiction <p>-----</p> <p>En l'absence de prescriptions spécifiques applicables au site en période de sécheresse, le site se voit appliquer les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur (AP du 16/07/2020 à la date de la visite). Les zones d'alerte correspondant au site sont : pour les eaux souterraines la zone « Authion moyen » et pour l'eau potable la zone « Cénomaniens-Turonien ». À la date de la visite le 14/06/2023, un arrêté limitant provisoirement les usages de l'eau pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie dans le Maine-et-Loire est en vigueur : arrêté DDT-SEEB-PPE-Etiage n°2023-02 du 09/06/2023. Pour les eaux souterraines, la zone « Authion moyen » est placée en vigilance. Pour l'eau potable, la zone « Cénomaniens-Turonien » est placée également en vigilance. Le site est donc soumis pour les 2 ressources exploitées (eaux souterraines et eau potable) à « autolimitation » selon l'arrêté cadre sécheresse en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien connaissance des zones d'alerte de l'AP cadre qui concernent ses prélèvements. Il procède à une consultation régulière du site Propluvia afin de connaître le niveau des restrictions applicables.</p> <p>Dans son étude technico-économique de réduction des consommations d'eau (ETE), transmise en décembre 2020, l'exploitant a étudié 8 scénarios graduels de limitation des consommations d'eau dans le cas où des restrictions devraient être mises en place :</p> <p>1° / Réduction au minimum des lavages sans impact notable sur les conditions sanitaires (calcul sur 4 semaines puis 12 semaines avec alternance de 4 semaines de réduction et 1 semaine normale) [sans réduction des lavages de la partie compostage : ces eaux de lavage sont réutilisées pour la production du compost. L'arrêt des lavages à la centrale de compostage impliquerait de prélever de l'eau dans tous les cas pour réaliser le compost]</p> <p>Une réduction de 7,4 % de la consommation totale d'eau des forages pourrait être atteinte sur 4 semaines.</p> <p>2° à 4° / Réduction de la production avec arrêt d'un module à 3 modules, soit 1/14ème à 3/14ème des usages de process + réduction du scénario 1 : réduction de 10,7 %, 13,4 % et 16,1 % de la consommation totale d'eau des forages sur 4 semaines.</p> <p>(Un module correspond à une salle de culture. L'arrêt d'un module revient à arrêter toute l'activité associée, depuis la production du compost nécessaire à ce module, jusqu'à la dernière récolte, soit un cycle global de 3 mois)</p>

5° / Réduction de la production avec arrêt de 4 modules soit 4/14ème des usages de process + réduction de 25 % des usages de lavage : réduction de 19,5 % de la consommation totale d'eau des forages sur 4 semaines.

6° / Réduction de la production avec arrêt de 8 modules soit 8/14ème des usages de process + réduction de 50 % des usages de lavage : réduction de 31 % de la consommation totale d'eau des forages sur 4 semaines.

7° / Arrêt de la production des cultures LGP pendant 4 semaines + usages de lavage réduits sur la centrale de compostage mais sans réduction de production : réduction de 23 % de la consommation totale d'eau des forages sur 4 semaines.

8° / Arrêt total de l'activité du site pendant 4 semaines

Tous les scénarios étudiés ont un impact économique fort (10 k€ pour le scénario 1, 14 k€ à 110 k€ pour les scénarios 2 à 6, 919 k€ pour le scénario 7, et plus de 3,5 M€ pour l'arrêt total pendant 4 semaines), sans certitude sur la possibilité de remettre en route l'activité. L'étude conclut que seul le scénario 1 serait envisageable sur une courte période, les autres scénarios n'étant pas viables économiquement.

Toutefois, l'exploitant a travaillé sur la réduction pérenne de ses consommations d'eau, avec en particulier un projet de réutilisation, pour les lavages, des eaux traitées (cf. constat n°7). Le scénario 1 visant à limiter les lavages devient de ce fait moins pertinent:

En réponse à une enquête effectuée par la DREAL début 2023, l'exploitant a par ailleurs indiqué que les mesures de restriction suivantes pouvaient être mises en place : réduction de certaines opérations de nettoyage, sans autre précision (cf. scénario 1), sensibilisation du personnel.

À ce jour, les réductions des opérations de nettoyage restant possibles, tenant compte de la réutilisation d'eau mise en place, n'ont toutefois pas été étudiées. Aucune consigne formalisée, à mettre en œuvre en période de restriction, n'existe.

En matière de sensibilisation spécifique réalisée en période de sécheresse, l'exploitant a présenté la communication réalisée auprès de son personnel : exemple d'un affichage en décembre 2022 (pour informer de la situation suite à l'AP de restriction du 06/12/2022 ayant placé la zone « Authion moyen » en alerte renforcée). La sensibilisation est d'ordre générale, orientée sur les pratiques réalisées à titre personnel (à domicile).

Une communication sur les consommations du site et la situation de sécheresse est réalisée chaque mois en comité social et économique (CSE).

En conclusion, le site ne serait pas en capacité de réduire sa consommation d'eau de 20 % en cas d'atteinte du niveau d'alerte renforcée. Des actions de réduction pérennes sont toutefois mises en place (notamment réutilisation), et ont déjà permis de réduire la consommation annuelle d'eau de forage de 13% entre 2021 (année avec prélèvement relativement haut de 198 573 m³) et 2022 (171 850 m³).

→ Il est demandé à l'exploitant d'identifier les réductions possibles des opérations de nettoyage, tenant compte de la réutilisation d'eau mise en place, et d'établir en conséquence un plan d'actions graduées, avec consignes formalisées à mettre en œuvre en période de restriction. La sensibilisation de l'ensemble du personnel en période de sécheresse, axée spécifiquement sur les pratiques des usages de l'eau sur le site, est par ailleurs à renforcer.

Observations :

À noter qu'en 2022 :

- la zone d'alerte eaux souterraines « Authion moyen » a été placée au seuil « Alerte » pendant 25 semaines, et est passée en seuil d'alerte renforcée le 06/12/2022 ;
- la zone d'alerte AEP « Cénomaniens-Turonien » a été placée au seuil « Crise » pendant 5 semaines en août 2022, puis au seuil d'alerte renforcée pendant 3 semaines en septembre 2022, et de nouveau en alerte renforcée à partir du 06/12/2022.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Renforcement des prescriptions sécheresse

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/06/2009, article L. 512-20
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions spécifiques sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »</p> <p>Arrêté ministériel du 02/02/1998 – art. 14 : « L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application « des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement ». Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bilan des prélèvements annuels dans les eaux souterraines sur la période 2005-2022 met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un prélèvement maximum de 224 210 m³ en 2010 et un minimum de 156 692 m³ en 2014 ; - une tendance à la baisse depuis 2010 : réduction de 23 % entre 2010 (224 210 m³) et 2022 (171 850 m³), réduction de 3,6 % entre 2018 (178 354 m³) et 2022. <p>Le bilan des prélèvements annuels dans le réseau public sur la période 2006-2022 met en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un maximum de 47 641 m³ en 2010 et un minimum de 24 214 m³ en 2006 ; - des fluctuations entre 2010 et 2019, mais une moyenne de 37 000 m³ sur cette période ; - une baisse conséquente à partir de 2020 (réduction de 49 % entre 2019 et 2020 – liée au passage de l'arrosage des containers dans les salles culture par de l'eau de forage au lieu de l'eau de ville) et le niveau le plus bas atteint en 2022 avec 15 651 m³. <p>Ainsi, entre 2018 (année de référence prise en compte dans le projet d'arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, pour les ICPE) et 2022, la consommation totale (forage+eau de ville) a baissé de 13 % (de 216 143 m³ à 187 501 m³).</p> <p>Le prélèvement total, bien qu'en réduction (réduction qui va se poursuivre avec le développement de la réutilisation – cf. constat n°7), reste importante. La rationalisation de la consommation de l'eau du site, en particulier en période de situation hydrologique critique, pour préserver la ressource, reste donc un enjeu.</p> <p>Au vu des éléments attendus de la part de l'exploitant sur les restrictions possibles en période de sécheresse (constat n°1), et des dispositions réglementaires qui sont/seront applicables au site (articulation à prévoir), des prescriptions spécifiques pourraient être fixées au site par arrêté préfectoral complémentaires. L'exploitant en sera informé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autorisation de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le site est alimenté en eau à partir du réseau public de distribution et de trois forages. »</p> <p>« L'exploitant est autorisé à prélever des eaux souterraines dans la nappe du Cénomanien à partir de 3 forages désignés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - F1 : « Formes » - année de mise en service 2003 – 25 m de profondeur - débit maximal 80 m³/h ; - F2 : «Tourtes 3» - année de mise en service 2000 – 25 m de profondeur - débit maximal 80 m³/h ; - F1 : « locaux sociaux » - année de mise en service 1990 – 25 m de profondeur - débit maximal 25 m³/h ; »
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une précédente visite en 2019, il avait été constaté que le site exploite 4 forages : 3 autorisés dans l'AP du 01/03/2005 (F1 à F3 sur le site La Tourte (LT)) et un 4e forage (F4), réalisé en 2005 sur le site La Grande Pièce (LGP) sans porter à connaissance adressé au préfet à l'époque. Ce forage avait toutefois été identifié lors d'une visite de l'inspection en janvier 2009, à la suite de laquelle l'exploitant avait transmis les documents techniques concernant cet ouvrage (débit maximum de 80 m³/h - la situation de cet ouvrage n'a toutefois pas à ce jour été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire).</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite de 2019, il avait été constaté qu'un 5e puits avait été réalisé à proximité du puits F1, en vue de remplacer l'ouvrage F1 inutilisable en raison d'une détérioration des crépines. Ce nouveau puits a été mis en service en 2020 et l'ancien puits F1 comblé (cf. constat n°4).</p> <p>L'inspection informait alors l'exploitant que la situation administrative des ouvrages de prélèvements serait mise à jour à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation ICPE du site, et que le volume de prélèvement annuel autorisé pour les 4 puits (aujourd'hui non fixé) serait fixé à cette occasion, notamment pour une mise en conformité aux dispositions du SAGE Authion (cf. observation ci-dessous).</p> <p>S'agissant des débits horaires fixés dans l'AP du 01/03/2005, l'exploitant a indiqué qu'un bridage manuel des vannes était réalisé pour ne pas dépasser les débits maximums suivants : 80 m³/h pour les forages F1, F2 et F4, et 25 m³/h pour le F3 (conformément à l'AP du 01/03/2005 pour les forages F1 à F3, et des éléments transmis en 2009 pour le forage F4).</p> <p>Il a pu être constaté sur site la présence sur le forage F4 d'un lien bloquant la vanne. Toutefois, il n'a pas pu être justifié que le blocage est tel qu'il permet de ne pas dépasser le débit maximum horaire autorisé.</p> <p>→ Une justification de l'impossibilité technique de dépasser les débits maximums horaires fixés devra être fournie.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les prélèvements du site dans les eaux souterraines s'effectuent dans le Cénomanien, bassin de l'Authion. Les prélèvements sont aujourd'hui autorisés avec un débit horaire maximum par ouvrage, mais sans volume annuel maximal.</p> <p>Le SAGE Authion, approuvé en décembre 2017 est applicable. Le Plan d'aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du SAGE Authion fixe des volumes prélevables par unité de gestion (UG) et par type d'usage. Dans l'UG n°6 dans laquelle se trouve le site, le volume prélevable industriel est aujourd'hui limité à 200 065 m³/an.</p> <p>Un autre prélèvement de catégorie « industriel » (c'est-à-dire hors usages agricoles et AEP) est aujourd'hui autorisé dans cette même UG6. Il s'agit d'un ouvrage exploité également par la société Cultures France Champignon sur le site de la Bourillère à Blou, site non ICPE (plateforme de vidage des containers, eau utilisée pour laver les containers). Cet ouvrage est exploité sous couvert d'un arrêté préfectoral pris au titre de la loi sur l'eau qui autorise un prélèvement maximal de 20 100 m³/an.</p> <p>Les volumes prélevés par les installations existantes devaient être rendus compatibles avec les volumes prélevables du SAGE dans un délai de 4 années à compter de l'arrêté approuvant le SAGE (soit avant le 22/12/2021). L'exploitant était donc informé suite à la visite de 2019 qu'un volume maximal de prélèvement en eaux souterraines de 180 000 m³/an pour l'ensemble des ouvrages</p>

exploités sur le site serait fixé par arrêté préfectoral complémentaire.

L'inspection informe toutefois l'exploitant qu'une étude HMUC (Hydrologie, Milieux, Usages et Climat) est en cours sur le territoire du SAGE Authion, et que les volumes prélevables seront révisés à cette occasion.

L'exploitant n'a jamais transmis son positionnement au titre des rubriques IOTA (article R. 214-11 du Code de l'environnement). Les installations (4 puits et prélèvement dans les eaux souterraines) sont toutefois autorisées dans l'AP du 01/03/2005. Par antériorité, les installations sont ainsi classées :

*** prélèvement dans les eaux souterraines soumis à déclaration au titre de la rubrique IOTA 1.1.2.0**

« Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an

*** quatre puits soumis à déclaration au titre de la rubrique IOTA 1.1.1.0** « Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau ».

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réalisation/comblement de forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.3 – dernier alinéa
Thème(s) : Actions nationales 2023, Usages de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « La réalisation ou la mise hors service d'un forage est portée, avant réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. »
Constats : Lors de la visite de 2019, il était constaté qu'un 5e puits avait été réalisé à proximité du puits F1, en vue de remplacer cet ouvrage. La réalisation de ce nouveau forage n'avait pas été portée à la connaissance du préfet au titre des ICPE, mais des dossiers avaient été adressés à la DDT en 2018 (avant et après réalisation du forage). Il était rappelé en 2019 à l'exploitant que les forages étant des installations connexes aux ICPE, toute modification devait être portée à la connaissance du préfet au titre des ICPE (et non à la DDT au titre de la Loi sur l'eau). La DDT avait délivré un récépissé de déclaration le 13/02/2019 pour l'exploitation de ce nouveau forage, pour une capacité maximale de 50 m ³ /h et un volume annuel maximal de 133 000 m ³ /an, sans tenir compte de l'autorisation existante pour les 4 ouvrages existants. Ce récépissé de déclaration identifiait le forage comme un ouvrage destiné à l'irrigation, alors que l'usage réel était la fabrication du compost, activité classée ICPE. L'exploitant était informé que cet ouvrage devait être considéré comme un ouvrage connexe aux ICPE et non comme un « forage irrigation ». → La situation administrative de cet ouvrage sera mise à jour à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation ICPE du site. Lors de la visite de 2019, le nouveau forage n'était pas encore en service. L'ancien forage F1 n'était pas encore comblé. L'inspection demandait que la mise hors service du forage F1 soit portée à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, en particulier le détail des mesures prévues pour combler l'ouvrage dans les règles de l'art. Selon un courrier de l'exploitant du 23/03/2020, le comblement devait être fait mi-2020. Selon l'ETE remise en 12/2020, le forage F1 a été rebouché dans les règles de l'art en 10/2020. Aucun document n'a toutefois été transmis par l'exploitant concernant le comblement de l'ouvrage. → L'exploitant transmettra les éléments justifiant que le puits F1 a été comblé dans les règles de l'art.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositif de suivi des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.2 – 2 premiers alinéas
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les points de prélèvement d'eau sur le réseau public et au milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs des quantités prélevées.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires à la connaissance des consommations d'eau sur les principaux postes (dispositifs totalisateurs ou comptabilisation différentielle à partir des mesures sur les prélèvements et une partie des postes d'utilisation). »</p> <p>AM du 02/02/1998, art. 15 : « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Les arrivées d'eau des 4 forages sont munies de compteurs. Le réseau est maillé entre les 4 forages avec équilibre de pression. Les 4 compteurs sont relevés quotidiennement (365 j/365), y compris le week-end par le veilleur (fréquence conforme à la fréquence journalière imposée lorsque le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j). Le relevé quotidien des années 2020, 2021, 2022 et 2023 (jusqu'à fin mai 2023) a été fourni. La mise en place de compteurs électroniques avec report sur la supervision est envisagée.</p> <p>Les arrivées AEP (5 arrivées distinctes) sont munies de compteurs (C1 à C5) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compteurs C1 et C2 (usages sanitaires) relevés annuellement ; - compteur C3 (usages sanitaires + coupe à l'eau des films des containers au lardage) relevé mensuellement ; - compteur C4 (arrosage cultures, production vapeur chaudières, brumisation salles notamment) relevé hebdomadairement ; - compteur C5 (brumisation salles, production vapeur chaudières, refroidissement) relevé quotidiennement. <p>Les relevés effectués ont été présentés lors de la visite.</p> <p>La consommation globale sur le réseau eau de ville est en moyenne inférieure à 100 m³/j. Les fréquences de suivi des compteurs sont donc conformes.</p> <p>Pour les compteurs C3, C4 et C5 (usages industriels de l'eau), un passage à des compteurs électroniques avec report sur la supervision est envisagé.</p> <p>Des sous-compteurs sont par ailleurs présents, et de nouveaux ont été installés en 2020 dans le cadre de l'étude technico-économique de réduction des consommations d'eau (ETE), pour suivre les principaux postes de consommation d'eau de forage. L'ETE mentionnait par ailleurs la mise en place programmée de compteurs supplémentaires (bassin 4000 m³, sanitaires LGP, LT1 et bureaux, condenseurs adiabatiques) et la mise en place de relevés pour les sous-compteurs aujourd'hui non suivis. Le site disposerait aujourd'hui d'une vingtaine de sous-compteurs environ.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir lors de la visite une liste exhaustive des sous-compteurs présents et leur fréquence de suivi.</p> <p>→ L'exploitant établira la liste exhaustive de l'ensemble des compteurs du site (compteurs et sous-compteurs) qui précisera pour chacun d'eux la fréquence de suivi, et les localisera sur un plan.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ratio de consommation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2005, article 12.1.2 – 3e alinéa
Thème(s) : Actions nationales 2023, Ratio de consommations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Le ratio spécifique de sa consommation d'eau est suivi en permanence. »
Constats : Des ratios de consommation d'eau sont calculés par l'exploitant, et présentés, dans chaque bilan annuel, ainsi que dans l'ETE remise en décembre 2020 : – activité de la centrale de compostage (allant de la préparation du compost à la sortie des incubations) : volume d'eau consommé rapporté au tonnage de compost pasteurisé produit . Ce ratio est passé de 3 m ³ /t de compost en 2001 (avant démarrage de l'activité cultures) à 1,9 m ³ /t en 2005 (après cultures). Il est resté relativement stable entre 2005 et 2014 (entre 1,77 à 1,9 m ³ /t). Une première baisse s'est amorcée à partir de 2015, jusqu'à atteindre 1,55 m ³ /t en 2017, avant une remontée jusqu'en 2019, puis une nouvelle baisse, avec l'atteinte d'un ratio de 1,38 m ³ /t en 2022, grâce notamment à la réutilisation de l'eau. – activité des cultures (démarrant lors des post-incubations) : volume d'eau rapporté au tonnage de champignons produit. Ce ratio est passé de 2,43 m ³ /t de champignons en 2005 à 3,37 m ³ /t en 2022. Alors que le ratio était relativement stable entre 2005 et 2014 (entre 2,06 et 2,64 m ³ /t), une forte augmentation a été constatée à partir de 2015 (passage de 2,29 en 2014 à 3,12 en 2015 puis maximum atteint en 2017 avec 4,09 m ³ /t) . L'exploitant explique dans ses bilans annuels et dans l'ETE que cette hausse est liée à la baisse de production à partir de 2015 du fait de la coupe des pieds sur les lignes LGP (auparavant les champignons étaient récoltés entiers) et du développement du frais dans le secteur LT1 avec des rendements inférieurs. Il évoque aussi la mise en place de l'arrosage automatique des cultures (plus d'arrosage y compris la nuit) et l'intensification des nettoyages liés à l'évolution des produits phytosanitaires utilisables. Une baisse du ratio est toutefois amorcée depuis 2018 (passage de 4,09 m ³ /t en 2017 à 3,37 m ³ /t en 2022). L'activité étant très spécifique, il n'existe pas de ratio établi pour la profession, ou de ratio mentionné dans les textes (IED par exemple).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : ETE réduction des consommations d'eau/utilisation efficace de la ressource

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, articles 2 et 3+AM du 02/02/1998 art. 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etude technico-économique de réduction des consommations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP du 10/04/2020 (ETE) : « L'exploitant met en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé : - des prélèvements ; - des consommations d'eau des processus industriels et des autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ; - des dispositifs de surveillance ; - des mesures à mettre en œuvre face à un risque de pénurie. Ce diagnostic doit permettre de définir les actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau d'adduction en eau potable à mettre en place. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de situation hydrologique critique (et donc limitées dans le temps). Le diagnostic aborde ainsi 2 volets : - l'utilisation rationnelle de l'eau, de manière perenne visant à favoriser les économies d'eau et la

maîtrise des prélèvements ;

- les mesures de réduction temporaires en gestion de crise lorsque les seuils d'alerte sur la ressource sont dépassés (seuils d'alerte définis dans l'arrêté préfectoral cadre susvisé) et que des restrictions des usages sont nécessaires.

[...]

Au vu du diagnostic et de l'analyse technico-économique, l'exploitant définit :

- les actions de réduction d'eau pérennes à mettre en place qui permettent de limiter les consommations d'eau. Un échéancier de mise en place est proposé ;
- les actions à mettre en place en période de crise, graduées si nécessaire en fonction des niveaux atteints lors des périodes de sécheresse. »

« Le diagnostic, l'analyse technico-économique, les propositions d'actions et l'échéancier mentionnés à l'article 2 sont transmis à l'inspection des installations classées avant fin décembre 2020. »

AM du 02/02/1998, art. 2 - utilisation efficace de la ressource :

« L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- « - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; »

Constats :

L'exploitant a transmis en décembre 2020 son étude technico-économique. Elle aborde les différents points attendus :

- description des prélèvements, et diagnostics par ressources et par usages (cartographies des usages) ;
- description des modalités de surveillance ;
- étude et plan d'actions des réductions pérennes des consommations d'eau ;
- étude des mesures en période de sécheresse (cf. constat n°1).

Le plan de réductions pérennes des consommations d'eau présenté dans l'ETE liste les actions suivantes :

1/ Déplacement de la zone de lavage des engins des formes, pour récupérer les eaux de lavage dans le bassin de 4000 m³ (recyclage dans le process de compostage) : fait en 2021

2a/ Uniformiser le matériel de lavage utilisé dans tous les secteurs en diminuant le diamètre des lances : test fait mais pas concluant (nettoyage plus long, sans gain de consommation).

2b/ Modification des pratiques de lavage :

Actions mises en œuvre : racleurs, balayeuses pour nettoyage extérieur, rampes de buses de nettoyage moyenne pression en cours de mise en place sur une ligne de récolte (à déployer sur les autres lignes si satisfaisant), bacs sous ligne de gobetage pour récupérer les chutes de terre et éviter la pousse à l'eau.

2c/ Consignes de nettoyage harmonisées pour tous les secteurs + sensibilisation : procédure de nettoyage de la ligne de récolte n°3 de LGP revue, afin d'améliorer les nettoyages, pour répondre aux critères sanitaires et de sécurité, tout en optimisant la consommation d'eau (pelletage/raclage pour limiter les pousses à l'eau, jets d'eau manuels remplacés par rampes de buses fixes (cf. action 2b)). Procédure à déployer progressivement sur les autres lignes de culture.

Pour les autres activités du site (notamment partie centrale pré-cultures), il n'existe pas à ce jour de consigne formalisée.

Pour les actions 2b et 2c, la réduction des consommations d'eau obtenue à ce jour n'a pas encore été chiffrée.

3a/ Récupération et traitement des eaux des lagunes LT pour alimentation du bassin des jus et le lavage des chargeuses et plateformes devant les tunnels de pasteurisation : démarrage en 09/2021 de la station de traitement des eaux, recyclage systématisé à partir de mi-octobre 2021.

L'ETE évoquait 2 systèmes possibles de traitement des eaux. Le procédé finalement retenu consiste en une filtration sur média filtrant + ozonation + filtration sur charbon actif + chloration. Une bache tampon d'eau traitée de 200 m³ a été mise en place fin 2021.

3b/ Récupération et traitement des eaux des lagunes LGP pour alimentation des lavages des lignes paille et fumier et l'appoint du bassin des jus : réalisé en avril 2022.

3c/ Alimentation en eau recyclée des postes de lavage des halls de lardage, d'incubation et gobetage : déployé en novembre 2022. Mise en place d'une bâche tampon supplémentaire d'eau traitée de 300 m³ début 2023.

Sur site, il a pu être constaté que les réseaux d'eau recyclée sont distincts des réseaux d'eau de forage et de ville. Chaque réseau est identifié. L'exploitant indique réaliser des analyses bactériologiques de l'eau recyclée une fois par mois (non vérifié). Un contrat d'entretien a été signé avec l'installateur du système de traitement.

En 2022, 39 249 m³ d'eau, après traitement dans les lagunes des deux parties du site (LT et LGP) puis traitement complémentaire dédié, ont été réutilisés sur site. La consommation d'eau de forage est ainsi passée de 198 573 m³ en 2021 à 171 850 m³ en 2022 (réduction de 13,4 %).

La consommation totale du site en 2022 (prélèvements forage + AEP) s'établit à 187 501 m³, contre 216 143 m³ en 2018 (année de référence prise en compte dans le projet d'arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, pour les ICPE), soit une baisse de 13 %.

Le volume d'eau réutilisée en 2022 (39 249 m³) représente près de 21 % du volume d'eau prélevé en 2022 (forage+AEP).

4/ Récupération et réutilisation de l'eau pluviale des toitures du hall LGP pour opération de lavage

5/ Création d'un bassin supplémentaire des jus pour éviter les excédents à épandre en cas de forte pluviométrie

Ces actions 4 et 5 n'ont pas été retenues dans l'ETE au regard du coût induit pour la n°4 et pour des raisons de qualité des jus et des odeurs pour la n°5 (le temps de séjour dans le bassin des jus doit rester court). L'exploitant n'exclut toutefois pas d'étudier dans le futur la mise en œuvre de ces actions.

6/ Programme pluriannuel de remplacement des systèmes de brumisation des salles en eau sous pression : le remplacement ne sera réalisé qu'en cas de panne des systèmes actuels. La brumisation est toutefois moins utilisée aujourd'hui, au profit de l'arrosage automatique plus efficace.

7/ Remplacement des canons d'arrosage extérieurs par des systèmes plus économes/rationalisation des usages (arrosage extérieur sur certaines zones nécessaire pour limiter les poussières (mesure prophylactique))

Actions mises en œuvre : système d'arrosage devant les salles de cultures de LGP rénové. Optimisation à faire devant le gobetage. Arrosage arrêté sur 2 autres zones. Balayeuses extérieures (avec humidification) acquises.

La réduction des consommations d'eau obtenue à ce jour n'a pas encore été chiffrée.

8/ Sanitaires (installer des mousseurs, changer les pommes de douche, toilettes à double tirette) : action non encore réalisée (moins prioritaire, le gain estimé serait inférieur à 100 m³/an) mais figurant dans les axes de progrès.

Observations :

Le projet de recyclage de l'eau a été décrit dans l'ETE, mais le traitement restait à préciser. Dans les bilans annuels d'activité de 2021 et 2022, le traitement retenu et mis en œuvre a été décrit. Le choix n'a toutefois pas été justifié et les performances attendues, en termes de qualité d'eau, n'ont pas été précisées, au regard des contraintes sanitaires pour la réutilisation des eaux. Les modalités de surveillance n'ont pas été décrites.

→ **L'exploitant transmettra ces éléments. Les dossiers établis pour l'Agence de l'eau (demande d'aides) seront également communiqués.**

→ **Un plan à jour des réseaux du site, identifiant les réseaux eaux usées, eau de ville, eau de forage, eaux recyclées, et eaux pluviales, sera transmis.**

Les opérations de nettoyage/lavages font partie des opérations les plus consommatrices d'eau (40 % de la consommation totale d'eau du site).

→ **Leur optimisation doit être poursuivie. En particulier, les consignes mériteraient d'être formalisées pour tous les postes d'utilisation (formes, centrale, cultures).**

→ **Les différentes actions de réduction mises en place seront suivies, et les réductions des consommations d'eau obtenues chiffrées (par le suivi des sous-compteurs notamment).**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Déclaration des prélèvements et volumes rejetés sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : " L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;"
Constats : L'exploitant procède bien aux déclarations de ses prélèvements et rejets sur GEREP. Les informations et données déclarées sont cohérentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet